

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 46.723/2
DU 17 JUIN 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 25 mai 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "modifiant certains articles de la Loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. L'article 74, § 1^{er}, de la loi du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus dispose que le détenu a le droit de prendre part, sans restriction et suivant son propre choix, à la pratique des cultes et aux activités communes qui s'y rattachent, ainsi qu'aux rencontres et activités organisées par les conseillers moraux.

L'article 5 de l'avant-projet entend préciser que le droit de prendre part aux activités communes qui se rattachent à la pratique des cultes s'exerce "sous réserve des mesures de sécurité visées aux articles 112 et 117", c'est-à-dire des mesures de sécurité particulières et du placement sous régime de sécurité particulier individuel. Parmi les mesures de sécurité particulières figurent l'exclusion de certaines activités communes ou individuelles (article 112, § 1^{er}, 2/), le séjour obligatoire dans l'espace de séjour attribué au détenu (article 112, § 1^{er}, 4/) et le placement en cellule sécurisée (article 112, § 1^{er}, 5/). Le placement sous régime de sécurité particulier individuel consiste notamment dans l'interdiction de prendre part à des activités communes (article 117, alinéa 1^{er}, 1/) et dans l'application d'une ou de plusieurs mesures de sécurité particulières prévues à l'article 112, § 1^{er} (article 117, alinéa 1^{er}, 6/).

L'exposé des motifs justifie cette restriction à la liberté des cultes comme suit :

"Du point de vue de la sécurité, il n'est pas indiqué qu'un détenu qui doit être tenu à l'écart des autres détenus pour des raisons de sécurité puisse quand même participer à la pratique du culte en commun. Il va de soi que le détenu garde la possibilité de pratiquer son culte ou sa philosophie à titre individuel."

.../...

La section de législation n'aperçoit pas l'utilité de la modification proposée. En effet, l'article 113, § 1^{er}, de la loi du 12 janvier 2005 précitée, que l'avant-projet ne modifie pas, dispose que le détenu faisant l'objet d'une mesure prévue aux articles 112, § 1^{er}, et 117, § 1^{er}, conserve le droit de participer aux activités proposées dans la prison en vertu du titre V, chapitres IV à VI - ce qui comprend le droit, prévu par l'article 74, § 1^{er} précité de prendre part aux activités communes qui se rattachent à la pratique des cultes -, pour autant que l'exercice de ces droits ne soit pas incompatible avec la mesure de sécurité. L'article 113, § 2, de la loi du 12 janvier 2005 précitée précise qu'en cas de séjour obligatoire dans l'espace de séjour attribué au détenu ou de placement en cellule sécurisée, le directeur veille à ce que le détenu puisse, notamment, vivre et pratiquer individuellement sa religion ou sa philosophie et puisse, à cette fin, recevoir quotidiennement la visite du représentant de son culte ou de sa philosophie attaché à la prison ou admis à y pénétrer. De telles dispositions permettent donc de rencontrer les préoccupations de sécurité de l'auteur de l'avant-projet tout en respectant au mieux le principe de proportionnalité ¹ exigé pour qu'une restriction à un droit ne soit pas jugée incompatible avec ce droit.

En outre, l'adoption de la disposition projetée pourrait susciter des interrogations quant à la volonté de l'auteur de l'avant-projet de modifier ou non les règles prévues par l'article 113 précité.

2. L'article 140, § 2, de la loi du 12 janvier 2005 précitée dispose que, pendant toute la durée de la sanction disciplinaire que constitue l'isolement dans l'espace de séjour attribué au détenu, ce dernier demeure privé du droit de prendre part à des activités communes, sauf à celles qui ressortissent au droit à la liberté des cultes et de philosophie du détenu ainsi qu'au séjour collectif en plein air.

(1) Le respect de ce principe résulte notamment de la distinction faite entre les hypothèses visées par le paragraphe 1^{er} et celles visées par le paragraphe 2 de l'article 113 ainsi que des conditions restrictives dans lesquelles les mesures de sécurité particulières et le placement sous régime de sécurité particulier individuel peuvent être pris.

L'article 11 de l'avant-projet vise à supprimer l'exception précitée. L'exposé des motifs justifie cette restriction à la liberté des cultes comme suit :

"En prison, isoler un individu de la communauté à titre de sanction tout en lui permettant de participer à la promenade en commun et à la pratique en commun du culte n'a, en effet, aucun sens. On ignorerait ainsi l'essence même de l'isolement.

Il va de soi que le détenu garde la possibilité de pratiquer son culte ou sa philosophie à titre individuel".²

En vertu de l'article 9, paragraphe 2, de la Convention européenne des droits de l'homme, la liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité publique, à la protection de l'ordre, de la santé ou de la morale publiques, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.

Si l'on peut donc restreindre le droit du détenu de participer aux activités communes qui se rattachent à la pratique des cultes lorsque cette participation est dangereuse pour la sécurité (voir l'observation n/ 1), une telle restriction ne peut jamais être prise pour le punir. En vertu de l'article 122, alinéa 1^{er}, de la loi du 12 janvier 2005 précitée, le régime disciplinaire vise à garantir l'ordre et la sécurité dans le respect de la dignité, du respect de soi ainsi que de la responsabilité individuelle et sociale des détenus. L'alinéa 2 de la même disposition précise que le recours à la procédure disciplinaire doit être limité aux situations dans lesquelles le maintien de l'ordre et de la sécurité de l'établissement le justifient de manière impérieuse et qu'aucun autre moyen ne peut être employé pour l'assurer. Compte tenu de la relation ainsi faite entre la mesure disciplinaire et la sécurité, l'on peut considérer que la restriction à la liberté des cultes qui résulte de la sanction disciplinaire poursuit un objectif légitime au sens de la Convention européenne des droits de l'homme. Pour que le critère de proportionnalité soit respecté au mieux, il faudrait prévoir, à l'instar des articles 113, § 2, 5/, et 136, 6/, de la loi du 12 janvier 2005 précitée que le détenu puisse vivre et pratiquer individuellement sa religion ou sa philosophie et puisse, à cette fin, recevoir quotidiennement la visite du représentant de son culte ou de sa philosophie attaché à la prison ou admis à y pénétrer.

⁽²⁾ Le Conseil d'État observe cependant que le même raisonnement n'est pas suivi en ce qui concerne la participation à des activités de formation communes.

De même, pour la même raison de proportionnalité, il appartient à l'auteur de l'avant-projet de s'assurer que l'exclusion de tout séjour collectif en plein air ne prive pas l'intéressé d'un séjour individuel de même nature.

3. La division de l'avant-projet en titres ne se justifie pas. Il suffit de prévoir sa division en deux "chapitres".

Observations particulières

Dispositif

Article 2

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire "remplacé par" et non "modifié par".

Article 3

Dans la version française, au 1/, par souci de symétrie avec l'article 55, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 12 janvier 2005 précitée il y a lieu d'écrire : "[...] ou du membre du personnel désigné par lui [...]" et non "[...] ou du membre du personnel qu'il désigne [...]".

Article 4

1. Dans la phrase liminaire du paragraphe 2, alinéa 3, en projet, dans la version française, les mots "du présent paragraphe" sont inutiles et seront omis.

2. Au paragraphe 2, alinéa 3, 3/, en projet, il appartient à l'auteur de l'avant-projet de rédiger plus clairement cette disposition afin d'en cerner correctement la portée.

3. Au paragraphe 2, alinéa 3, 4/, en projet, il est suggéré d'écrire, compte tenu de la phrase liminaire, "lorsque la personnalité du détenu constitue ... (la suite comme à l'avant-projet)".

Article 8

En vertu du paragraphe 9, la condamnation d'un prévenu ou d'un accusé placé sous régime de sécurité particulier individuel met un terme à la mesure de placement sauf si celle-ci a été confirmée, dans les sept jours, par une nouvelle décision du directeur général, après avis du directeur.

L'avant-projet entend supprimer le principe de la fin automatique de la mesure (sauf confirmation dans les conditions rappelées ci-dessus). Selon l'exposé des motifs,

"Il est préférable que le directeur, au moment de la condamnation, évalue la nécessité de maintenir ou d'adapter la mesure après quoi le directeur général peut, si nécessaire, la lever ou l'atténuer".

Pour ce faire, l'avant-projet abroge le paragraphe 9. L'exposé des motifs précise que la nouvelle façon de travailler sera exposée dans la circulaire 1792 du 11 janvier 2007 modifiée en conséquence.

C'est cependant dans la loi et non dans une circulaire que doit être précisée la conséquence d'une condamnation sur une mesure de placement sous régime de sécurité particulier individuel.

Article 9

Plutôt que d'assimiler la tentative et la participation à l'infraction elle-même, mieux vaut prévoir qu'elles seront punies des mêmes peines que l'infraction elle-même.

Article 11

Dans la phrase liminaire, il y a lieu de viser plus précisément l'article 140, § 2, alinéa 1^{er}.

Article 13

1. Au 5/, dans la phrase liminaire, il y a lieu de viser plus précisément le paragraphe 6, alinéa 1^{er}.

2. Au 6/, dans la version française, il y a lieu, d'une part, de citer de manière complète et exacte la partie de phrase à remplacer et, d'autre part, d'écrire, dans la nouvelle version, "sont communiqués au détenu dans les vingt-quatre heures [...]".

Article 14

1. Au 1/, a), il faut viser l'article 112, § 1^{er}, 4/ et 5/, et non l'article 112, 4/ et 5/.

2. À l'article 145, § 1^{er}, il y a lieu, de supprimer le mot "verbalement", comme il résulte de l'explication donnée dans l'exposé des motifs.

3. À l'article 145, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, il y a lieu de viser l'article 112, § 1^{er}, 1/, 2/ et 3/, et non l'article 112, 1/, 2/ et 3/.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 46.723/2
VAN 17 JUNI 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 25 mei 2009 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van bepaalde artikelen van de Basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van gedetineerden", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Artikel 74, § 1, van de wet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden bepaalt dat de gedetineerde het recht heeft om zonder beperkingen en naar eigen keuze deel te nemen aan de uitoefening van de erediensten en aan de daarmee samenhangende gemeenschappelijke activiteiten, evenals aan de bijeenkomsten en activiteiten georganiseerd door de morele consulenten.

Artikel 5 van het voorontwerp strekt ertoe te preciseren dat het recht om deel te nemen aan de gemeenschappelijke activiteiten die samenhangen met de uitoefening van de erediensten geschiedt "onder voorbehoud van de in artikel 112 en 117 bedoelde veiligheidsmaatregelen", dat wil zeggen de bijzondere veiligheidsmaatregelen en de plaatsing in een individueel bijzonder veiligheidsregime. Onder de bijzondere veiligheidsmaatregelen worden onder meer verstaan de uitsluiting van deelname aan bepaalde gemeenschappelijke of individuele activiteiten (artikel 112, § 1, 2/), het verplichte verblijf van de gedetineerde in de hem toegewezen verblijfsruimte (artikel 112, § 1, 4/) en de onderbrenging in een beveiligde cel (artikel 112, § 1, 5/). De plaatsing in een individueel bijzonder veiligheidsregime houdt onder meer de uitsluiting in van deelname aan gemeenschappelijke activiteiten (artikel 117, eerste lid, 1/), alsook de toepassing van één of meer bijzondere in artikel 112, § 1, bepaalde veiligheidsmaatregelen (artikel 117, eerste lid, 6/).

.../...

Deze beperking van de vrijheid van erediensten wordt in de memorie van toelichting als volgt gewettigd :

"Het is vanuit het oogpunt van de veiligheid niet wenselijk dat wanneer een gedetineerde om veiligheidsredenen afgezonderd dient te worden van medegedetineerden, hij toch zou kunnen deelnemen aan gemeenschappelijke activiteiten inzake de erediensten of levensbeschouwing. Uiteraard blijft de gedetineerde steeds de mogelijkheid behouden om zijn godsdienst of levensbeschouwing individueel te belijden."

De afdeling Wetgeving ziet het nut van de voorgestelde wijziging niet in. Artikel 113, § 1, van de voornoemde wet van 12 januari 2005, dat door het voorontwerp niet wordt gewijzigd, bepaalt immers dat de gedetineerde die het voorwerp is van een maatregel bedoeld in de artikelen 112, § 1, en 117, § 1, het recht behoudt tot deelname aan de in de gevangenis aangeboden activiteiten als bepaald in titel V, hoofdstukken IV tot VI - wat het bij het voornoemde artikel 74, § 1, voorgeschreven recht inhoudt om deel te nemen aan de gemeenschappelijke activiteiten die samenhangen met de uitoefening van de erediensten -, voor zover de uitoefening van deze rechten niet onverenigbaar is met de veiligheidsmaatregel. Artikel 113, § 2, van de voornoemde wet van 12 januari 2005 bepaalt voorts dat in het geval van een verplicht verblijf van de gedetineerde in de aan hem toegewezen verblijfsruimte of van onderbrenging in een beveiligde cel, de directeur er zorg voor draagt dat de gedetineerde onder meer zijn godsdienst of zijn levensbeschouwing individueel kan beleven en belijden en daartoe dagelijks het bezoek kan ontvangen van de daarvoor aan de gevangenis verbonden of tot de gevangenis toegelaten vertegenwoordiger van zijn godsdienst of levensbeschouwing. Met zulke bepalingen kan dus worden voldaan aan de betrachtingen van de steller van het voorontwerp op het gebied van de veiligheid, waarbij tevens het proportionaliteitsbeginsel¹ zo veel mogelijk wordt geëerbiedigd, dat moet worden in acht genomen opdat de beperking van een recht niet als onverenigbaar met dat recht zou worden beschouwd.

(1) De eerbiediging van dit beginsel volgt onder meer uit het onderscheid dat wordt gemaakt tussen de gevallen bedoeld in paragraaf 1 van artikel 113 en die welke worden bedoeld in paragraaf 2 ervan, alsook uit de restrictieve voorwaarden waaronder tot de bijzondere veiligheidsmaatregelen en tot plaatsing in een individueel bijzonder veiligheidsregime kan worden besloten.

Bovendien kan het aannemen van de ontworpen bepaling vragen doen rijzen omtrent de wil van de steller van het voorontwerp om de regels gesteld in het voornoemde artikel 113 al dan niet te wijzigen.

2. Artikel 140, § 2, van de voornoemde wet van 12 januari 2005 bepaalt dat aan de gedetineerde voor de duur van de afzondering in de hem bij wijze van tuchtsanctie toegewezen verblijfsruimte het recht ontzegd blijft om deel te nemen aan gemeenschappelijke activiteiten, behalve die welke passen in het recht van vrijheid van godsdienst en levensbeschouwing van de gedetineerde en aan het gemeenschappelijk verblijf in de buitenlucht.

Artikel 11 van het voorontwerp strekt ertoe die uitzondering te schrappen. In de memorie van toelichting wordt die inperking van de vrijheid van erediensten als volgt gewettigd :

"Het heeft immers geen zin om in een gevangenis iemand als sanctie te onttrekken aan de gemeenschap, maar hem toch toe te laten tot de gemeenschappelijke wandeling en de gemeenschappelijke eredienst. Hierdoor zou voorbijgegaan worden aan de essentie van de afzondering.

Uiteraard blijft de gedetineerde steeds de mogelijkheid behouden om zijn godsdienst of levensbeschouwing individueel te beleven en te belijden" ².

Artikel 9, lid 2, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt evenwel :

"De vrijheid zijn godsdienst te belijden of overtuiging tot uiting te brengen kan aan geen andere beperkingen worden onderworpen dan die die bij de wet zijn voorzien en in een democratische samenleving noodzakelijk zijn in het belang van de openbare veiligheid, voor de bescherming van de openbare orde, gezondheid of goede zeden of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen."

⁽²⁾ De Raad van State merkt evenwel op dat dezelfde redenering niet wordt gevolgd wat betreft de deelneming aan vormingsactiviteiten in gemeenschappelijk verband.

Bijgevolg kan weliswaar het recht van de gedetineerde om deel te nemen aan de gemeenschappelijke activiteiten die samenhangen met de uitoefening van de erediens ten beperkt worden indien die deelneming gevaarlijk is voor de veiligheid (zie opmerking nr. 1), maar kan tot een zodanige beperking nooit worden besloten met het oogmerk om hem te straffen. Krachtens artikel 122, eerste lid, van de voornoemde wet van 12 januari 2005 strekt het tuchtregime ertoe de orde en de veiligheid veilig te stellen met eerbiediging van de waardigheid, het zelfrespect en de individuele en sociale verantwoordelijkheid van de gedetineerden. Het tweede lid van dat artikel preciseert dat de toepassing van de tuchtprocedure beperkt moet blijven tot situaties waarin de handhaving van de orde en de veiligheid van de inrichting dit op dwingende wijze rechtvaardigen en geen enkel ander middel kan worden aangewend om dit te bewerkstelligen. Gelet op het verband dat aldus gelegd wordt tussen de tuchtstraf en de veiligheid, kan men beschouwen dat de inperking van de vrijheid van erediens ten als gevolg van de tuchtstraf een gewettigde doelstelling is in de zin van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens. Opdat het proportionaliteitscriterium zo goed mogelijk geëerbiedigd zou worden, dient naar het voorbeeld van de artikelen 113, § 2, 5/, en 136, 6/, van de voornoemde wet van 12 januari 2005 te worden bepaald dat de gedetineerde zijn godsdienst of zijn levensbeschouwing individueel moet kunnen beleven en belijden en daartoe dagelijks het bezoek moet kunnen ontvangen van de vertegenwoordiger van zijn godsdienst of levensbeschouwing die aan de gevangenis verbonden is of tot de gevangenis is toegelaten.

De steller van het voorontwerp moet zich om dezelfde reden van proportionaliteit ervan vergewissen dat het uitsluiten van het recht op gemeenschappelijk verblijf in de buitenlucht de betrokkene niet het recht op individueel verblijf in de buitenlucht ontnemt.

3. Er is geen aanleiding om het voorontwerp onder te verdelen in titels. Een indeling in twee hoofdstukken volstaat.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 2

In de inleidende zin schrijve men "vervangen bij" in plaats van "gewijzigd door".

Artikel 3

In de Franse lezing van het bepaalde onder 1/ schrijve men uit het oogpunt van de symmetrie met artikel 55, § 1, eerste lid, van de voornoemde wet van 12 januari 2005 "[...] ou du membre du personnel désigné par lui [...]" in plaats van "[...] ou du membre du personnel qu'il désigne [...]".

Artikel 4

1. In de Franse lezing van de inleidende zin van de ontworpen paragraaf 2, derde lid, moeten de woorden "du présent paragraphe" wegens overbodig vervallen.

2. De steller van het voorontwerp moet de ontworpen paragraaf 2, derde lid, 3/, duidelijker redigeren, zodat de strekking ervan beter tot uiting komt.

3. Voorgesteld wordt om in de ontworpen paragraaf 2, derde lid, 4/, gelet op het bepaalde in de inleidende zin ervan, te schrijven : "wanneer de persoonlijkheid van de gedetineerde ... (voorts zoals in het voorontwerp)".

Artikel 8

Paragraaf 9 bepaalt :

"De veroordeling van een beklaagde of beschuldigde, die in een individueel bijzonder veiligheidsregime werd geplaatst, maakt een einde aan de plaatsingsmaatregel indien deze niet binnen zeven dagen door een nieuwe beslissing van de directeur-generaal werd bevestigd, na advies van de directeur."

Het voorontwerp strekt ertoe af te stappen van het principe van de automatische beëindiging van de maatregel (behoudens bevestiging onder de hierboven genoemde voorwaarden). In de memorie van toelichting staat te lezen :

"Beter is dat de directeur op het ogenblik van de veroordeling de handhaving of aanpassing van de maatregel evalueert, waarna de directeur-generaal, indien nodig, de maatregel kan opheffen of milderen."

Daartoe heft het voorontwerp paragraaf 9 op. In de memorie van toelichting wordt gepreciseerd dat de nieuwe werkwijze zal worden uiteengezet in omzendbrief 1792 van 11 januari 2007, die dienovereenkomstig zal worden gewijzigd.

Het is echter niet in een circulaire, maar in de wet dat de weerslag van een veroordeling op een maatregel tot plaatsing in een individueel bijzonder veiligheidsregime moet worden geregeld.

Artikel 9

Het is verkieslijk te bepalen dat op de poging tot het plegen van en deelneming aan het vergrijp dezelfde straffen staan als op het vergrijp zelf, veeleer dan dat ze met het vergrijp worden gelijkgesteld.

Artikel 11

In de inleidende zin moet bepaaldelijk worden verwezen naar artikel 140, § 2, eerste lid.

Artikel 13

1. In de inleidende zin van punt 5/ moet bepaaldelijk worden verwezen naar paragraaf 6, eerste lid.

2. In de Franse lezing van punt 6/ moet het te vervangen zinsdeel volledig en correct worden aangegeven en moet in de nieuwe versie bovendien het volgende worden geschreven : "sont communiqués au détenu dans les vingt-quatre heures [...]".

Artikel 14

1. In punt 1/, a), moet worden verwezen naar artikel 112, § 1, 4/ en 5/, in plaats van artikel 112, 4/ en 5/.

2. In artikel 145, § 1, moet het woord "mondeling" vervallen, zoals blijkt uit de uitleg verstrekt in de memorie van toelichting.

3. In het ontworpen artikel 145, § 1, tweede lid, moet worden verwezen naar artikel 112, § 1, 1/, 2/ en 3/, in plaats van artikel 112, 1/, 2/ en 3/.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
de Dames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS